

Bio made in Morocco

Comment capter la frénésie mondiale

- **Coût des intrants, demande intérieure, semences, vides juridiques... les défis**
- **L'activité est 50, voire 100% plus chère que l'agriculture conventionnelle**

LE marché mondial connaît un engouement sans précédent pour le bio. Depuis quelques décennies, les produits issus de l'agriculture biologique se sont frayé une place dans les rayons des supermarchés et dans nos assiettes à la faveur d'une prise de conscience écologique, mais aussi par effet de mode. Comment le made in Morocco peut-il tirer son épingle du jeu, grignoter des parts de marché importantes et conquérir son marché intérieur?

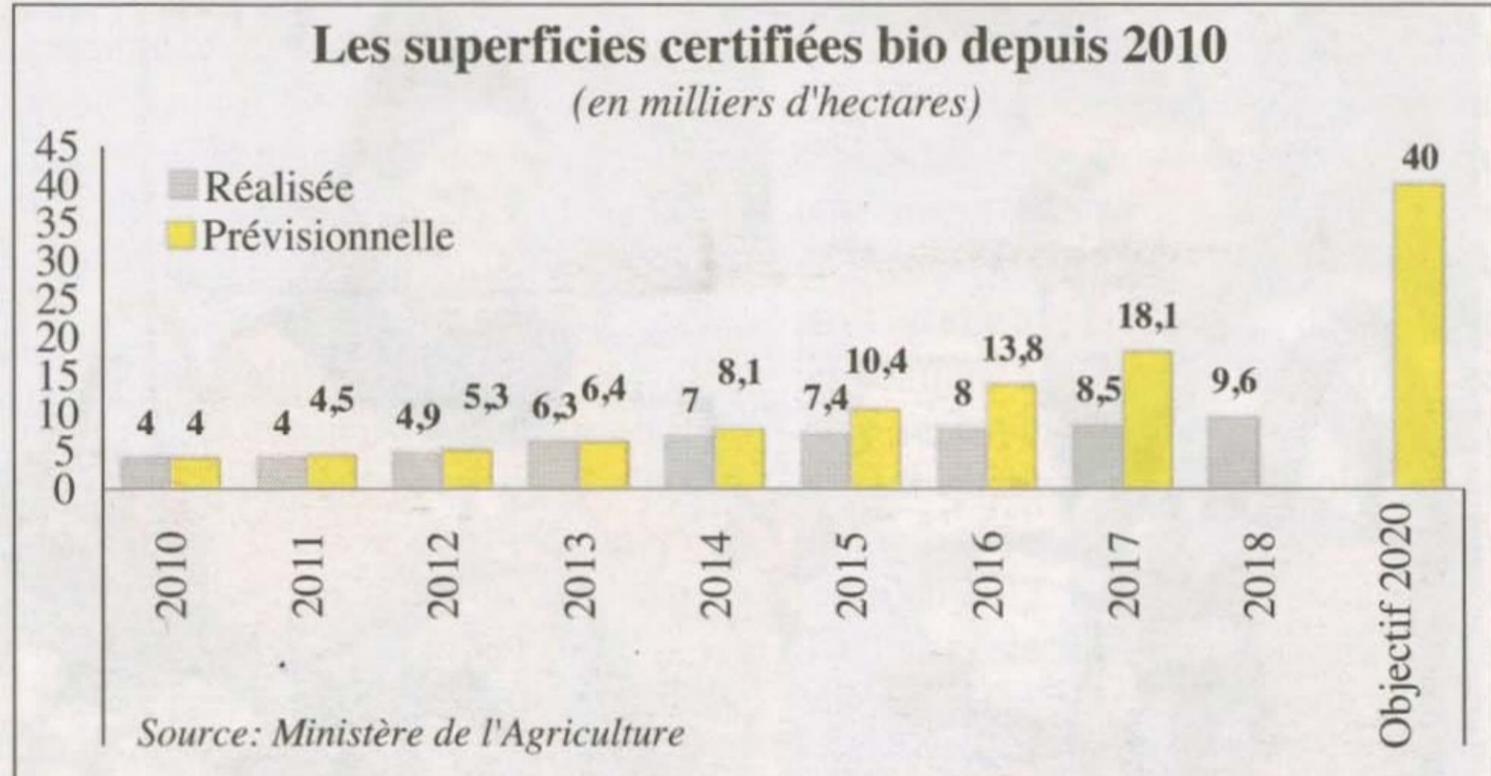
Au Maroc, 9.600 hectares de terres arables sont dédiées au bio. La filière est

répartie en sept sous-groupes de produits : fruits, légumes, plantes aromatiques, céréales, produits transformés comme les

et à l'export. La majorité est constituée de produits frais (fruits et légumes) ou à faible valeur ajoutée (huiles, fruits séchés ou mé-

l'export. Les principaux clients des produits marocains sont essentiellement les Européens. La France en tête (entre 3.500 et 4.000 tonnes), suivie de l'Allemagne (entre 3.000 et 3.500 tonnes), la Suisse (un peu plus de 500 tonnes), la Hollande. S'y ajoutent la Turquie, l'Espagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

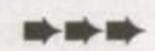
Au Maroc, les produits bio pourraient jouir d'un potentiel énorme. «D'abord, parce que le consommateur est sensible et familier à tout ce qui est naturel, beldi, halal. Ces critères sont encore encrés dans notre culture», fait valoir Slim Kabbaj, président de l'association CEBio, le club des entrepreneurs exerçant dans le secteur. Cependant, le prix relativement élevé des produits reste un frein à une forte pénétration sur le marché local. L'émergence d'un marché local est importante à plus d'un titre. Les enjeux sont nombreux, notamment «la baisse des coûts de production qui contribueraient à rendre les prix



Les superficies certifiées bio ont doublé, passant de 4.000 ha en 2010 à 9.600 ha en 2018. Cependant, la croissance du secteur est relativement lente par rapport à la Tunisie ou les pays européens

huiles, les produits d'élevage, l'argan et dérivés. En tout et pour tout, une centaine de produits sont écoulés sur le marché local

langés). La production globale s'élève à 94.000 tonnes à l'échelle nationale, dont environ 17% (16.000 tonnes) destinées à



Bio made in Morocco

Comment capter la frénésie mondiale

plus abordables, mais aussi de meilleures marges pour les cultivateurs locaux. Plus l'on en consomme, plus la base client s'agrandit et, par effet d'échelle, les prix baissent», explique le président de CEBio. En Europe, faire du bio revient 30% plus cher par rapport à l'agriculture conventionnelle. Au Maroc, CEBio estime le surcoût à 50 voire 100%, en fonction des produits et du producteur. 9 ans plus tôt, cela revenait environ trois fois plus cher. Pour l'heure, produire bio au Maroc exige d'être passionné et engagé. En effet, la consommation suit une courbe de progrès lente du fait d'un marché intérieur qui en est aux balbutiements. Ce dernier connaît depuis quelque temps un saut qualitatif et fait l'objet d'offensives tous azimuts avec le lancement d'opérateurs marocains: Distribio, Green Village, Les Domaines, Biodelis,... Les possibilités à l'export sont attractives avec des ouvertures pour certains produits, qu'il faudra constamment redéfinir. Cependant, le délai de grâce court à sa fin.

Fin de la dérogation sur les semences en 2021

La chaîne de production du bio commence logiquement par des semences biologiques. Le marché européen n'autorisera plus l'importation d'agrumes, légumes ou produits transformés issus de graines conventionnelles sur son territoire, à compter de 2021. Pris de court, les opérateurs marocains abordent cette échéance avec un handicap de taille. En



Pour sa première édition, le salon Bio Expo s'est tenu à Casablanca du 21 au 23 juin 2019. L'évènement, organisé par les associations «Agiissons vert» et «Club des entrepreneurs bio» (CEBio), a eu pour thème: «Le Bio, un secteur national à fort potentiel» (Ph. F. Alnasser)

Verrouiller l'arsenal juridique

LA mise en pratique de la réglementation (cf. loi 39-12 relative à la production biologique, adoptée en décembre 2012) a mis en relief des vides juridiques, notamment sur les compléments alimentaires, les cosmétiques, tissus, jouets bio. S'y ajoute la vente en vrac, que la réglementation n'a pas encore pris en compte. «L'amendement de l'arsenal juridique s'impose. Si la mise à niveau n'est pas faite, ce sera la porte ouverte aux faussaires», préviennent les opérateurs. L'enjeu est de préserver l'image, la réputation et la fiabilité de la filière bio marocaine. S'y ajoutent la sensibilisation et la formation du consommateur à reconnaître les produits certifiés, notamment à travers le logo. Selon la loi 39-12, tout opérateur qui tente d'apposer un logo bio sur un produit non certifié ou qui fait la publicité d'un produit conventionnel en le présentant comme étant bio est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 50.000 DH. □

effet, les agriculteurs marocains utilisent surtout des semences hybrides ou conventionnelles. De petits fermiers recourent aux semences locales.

Vu qu'ils ne sont toujours pas autosuffisants en semences biologiques, les Européens accordent quelques années supplémentaires à leurs cultivateurs, jusqu'à 2030, comme période de transition pour que l'offre et la demande en semences s'accordent. Pour éviter que les acteurs marocains soient pris dans un étau, il va falloir développer un marché local de semences biologiques. C'est dans ce contexte que le groupe Semences Vivas, basé au Portugal et en Espagne, a officialisé une JV avec le marocain Agricol (Agricol Frigo Ouled Hriz). «La joint-venture est en cours de développement. L'objectif est de produire des semences biologiques locales, mais aussi destinées à l'export vers les autres pays de la Méditerranée. Sauf que recréer des variétés biologiques prend du temps. En moyenne 10 ans par variété. «Pour gagner du temps, plusieurs intervenants seront associés afin de capitaliser sur le savoir», explique Stefan Doebelin, CEO de Semences Vivas. Le programme développera des synergies entre plusieurs pays de la Méditerranée, des centres de recherche et des chercheurs travaillant déjà sur le projet. Mais aussi des fermiers certifiés et des universités. Le projet, qui va s'étendre de manière progressive, démarre à partir de juillet prochain. Le marché des semences dans la Méditerranée est estimé à 1 milliard d'euros. «D'ici 2035, 25% de ce marché sera bio», précise Stefan Doebelin. □

Un 1er salon pour donner de la visibilité à la filière

- **L'Economiste: Quels enjeux derrière l'organisation d'un salon dédié au bio?**

- **Slim Kabbaj:** La 1re édition du salon Bio Expo est un pas important dans la sensibilisation du consommateur. Le salon a réuni une quarantaine d'opérateurs à Casablanca. Selon les certificateurs, le secteur compte 400 opérateurs. L'objectif est de leur donner de la visibilité à plus grande échelle.

- **Le coût de la certification n'est-il pas un frein à la densification du tissu des opérateurs du secteur?**

- Le coût de la certification n'est pas un frein. Le ministère de l'Agriculture a décidé de subventionner la certification jusqu'à 80%. Mais cette décision ne changera pas grand-chose. Pour un petit agriculteur, respecter le cahier des



Slim Kabbaj est président de l'association CEBio, co-organisatrice du salon. Selon lui, «La priorité devrait être accordée aux opérateurs moyens!» (Ph. C.B.)

charges est compliqué. Nous avons essayé avec des petits agriculteurs convertis au bio. Au bout de 3 ou 4 ans, ils sortent de l'activité. Parce qu'ils n'arrivent pas

à suivre le cahier de charges. Plusieurs sont analphabètes. En plus de la complexité, il y a la passion et l'engagement de l'opérateur qui comptent. Pour rappel, le coût de la certification varie entre 4.000 et 5.000 DH l'hectare. La priorité devrait être accordée aux opérateurs moyens ou un peu plus grands, notamment ceux qui ont le savoir-faire, la connaissance, la créativité, qui ont le niveau intellectuel pour lire une réglementation, la respecter et ensuite se battre pour créer des produits et les vendre à l'export et sur le marché local. Après, on peut tirer les petits et les agréger. Mais il ne faut pas se tromper de priorités. Il faut surtout pousser les locomotives. C'est un débat que nous avons avec le ministère de l'Agriculture. Nous ne sommes pas contre la solidarité. Si vous voulez, la motivation, c'est d'abord la passion, l'engagement et la foi dans

le bio. Et ça, vous l'imaginez, c'est une sélection à la base.

- **Le vrac reste un problème majeur pour la filière. Quelles alternatives pour le conditionnement?**

- Le consommateur marocain est réticent au plastique, qui pose un problème environnemental. Il préfère le vrac, surtout pour le conditionnement des fruits et légumes. Or, le vrac ne peut pas être bio au Maroc à cause de la réglementation, qui impose qu'il y ait un packaging pour garantir la traçabilité. Par contre, en Europe, le bio peut être vendu en vrac. La réglementation n'ayant pas pris en compte cet élément, un problème se pose, imposant du coup une double contrainte. A ce titre, le CEBio vient de lancer un programme de recherche avec Mascir pour avoir du plastique végétal. □

Comment le bio préserve-t-il l'environnement?



• Il privilégie les alternatives aux engrais et pesticides de synthèse

• Compost, fumier, énergie verte, approche proactive... des méthodes essentielles



«LES nombreux changements que l'on peut observer au niveau de l'environnement ne peuvent s'effectuer que sur le long terme car ils s'opèrent lentement. L'agriculture biologique tient compte des incidences des méthodes de production sur l'agrosystème sur le moyen et long terme», indique la FAO. Cette agriculture, poursuit l'organisation mondiale, vise à produire des aliments tout en créant un équilibre écologique en vue de réduire les problèmes de fertilité des sols et de ravageurs. «L'agriculture biologique privilégie une approche proactive plutôt que le traitement des problèmes au fur et à mesure de leur apparition».

■ **Sols.** Les méthodes visant à entretenir la qualité des sols, comme la rotation

des cultures, les cultures intercalaires, les cultures de couverture, les engrais biologiques et le labourage superficiel des terres, sont essentielles dans l'agriculture biologique, souligne la FAO. «Ces méthodes sont propices à la faune et à la flore des sols puisqu'elles en améliorent la composition et la structure et créent des systèmes plus stables». Le cycle nutritif et énergétique est à son tour stimulé et les sols retiennent mieux les éléments nutritifs et l'eau, compensant ainsi l'absence d'utilisation d'engrais minéraux. Ces techniques de gestion jouent également un rôle crucial dans le contrôle de l'érosion des sols.

■ **Eau.** Dans de nombreuses zones agricoles, les engrais et les pesticides de synthèse polluent les nappes phréatiques,

ce qui pose un grave problème. Ces substances, interdites dans l'agriculture biologique, sont remplacées par des engrais biologiques (compost, fumier, énergie verte) et par l'utilisation d'une biodiversité plus riche (en termes d'espèces cultivées et de végétaux permanents), ce qui améliore la structure des sols et favorise l'infiltration de l'eau.

■ **Air.** L'agriculture biologique diminue l'utilisation des énergies non renouvelables en réduisant les besoins de produits agrochimiques (qui exigent de produire de grandes quantités de combustible d'origine fossile). Elle contribue à atténuer les effets de serre et à réduire le réchauffement de la planète grâce à sa capacité à éliminer le carbone des sols.

■ **Biodiversité.** «Les agriculteurs biologiques sont à la fois gardiens et utilisateurs de la biodiversité à tous les niveaux», proclame la FAO. Au niveau génétique, l'agriculture biologique privilégie les semences traditionnelles et adaptées car elles résistent mieux aux maladies et sont moins sensibles aux chocs climatiques. Au niveau des espèces, la diversité des associations de végétaux et d'animaux optimise le cycle nutritif et énergétique pour la production agricole. Au niveau de l'écosystème, la préservation de zones naturelles à l'intérieur et en périphérie des champs organiques ainsi que l'absence de produits chimiques permettent de créer un habitat propice à la faune sauvage. □

M.Ko.

Trois forces motrices

LES explications et les définitions relatives à l'agriculture biologique sont multiples, mais elles montrent toutes qu'il s'agit d'un système privilégiant la gestion des écosystèmes plutôt que l'apport d'intrants agricoles extérieurs. «L'agriculture biologique est un système de gestion holistique de la production qui favorise la santé de l'agrosystème, y compris la biodiversité, les cycles biologiques et les activités biologiques des sols. Elle privilégie les pratiques de gestion plutôt que les méthodes de production d'origine extérieure, en tenant compte du fait que les systèmes locaux doivent s'adapter aux conditions régionales. Dans cette optique, des méthodes culturales, biologiques et mécaniques sont, dans la mesure du possible, utilisées de préférence aux produits de synthèse, pour remplir toutes les fonctions spécifiques du système» (Commission du Codex alimentaire FAO/OMS, 1999).

Selon la FAO, l'agriculture biologique est portée par trois forces motrices:

- **Les consommateurs et le marché.** Les produits sont clairement identifiés par un label et le cachet d'un organisme de contrôle. Les consommateurs choisissent délibérément un mode de production, de transformation, de manutention et de commercialisation. Ils jouent donc un rôle essentiel sur l'agriculture biologique.

- **Les services.** Dans certains pays comme ceux de l'Union européenne (UE), l'agriculture biologique peut être subventionnée pour que des biens et des services favorables à l'environnement soient créés (diminution de la pollution des nappes phréatiques ou aménagement de terrains présentant une plus grande diversité biologique, par exemple).

- **Les agriculteurs.** Certains agriculteurs, convaincus du manque de viabilité de l'agriculture traditionnelle, ont adopté des modes de production différents pour améliorer la santé de leur famille, l'économie agricole et/ou parvenir à l'autonomie. Dans de nombreux pays en développement, l'agriculture biologique est un moyen de renforcer la sécurité alimentaire des ménages et de réduire les coûts des intrants. Étant donné que les produits ne sont pas garantis, ils ne sont pas nécessairement vendus sur les marchés ou à un prix différent. Dans les pays développés, les petits agriculteurs créent de plus en plus souvent des filières directes pour distribuer les produits biologiques aux consommateurs. Aux États-Unis, les agriculteurs qui vendent de petites quantités de produits biologiques ne sont pas obligés de se soumettre à des contrôles. □

Dans le monde....

LES divers marchés européens et internationaux des aliments bio continuent leur essor. Les experts estiment actuellement le chiffre d'affaires global à plus de 95 milliards de dollars et l'Europe enregistre plus de 33 milliards d'euros (Institut londonien d'études de marché et de conseil Ecovia, anciennement Organic Monitor). Dans de nombreux pays européens, le marché connaît actuellement une croissance très dynamique: l'Allemagne dépasse le seuil des 10 milliards d'euros, le marché français a doublé en l'espace de cinq ans et le Danemark prend encore plus d'avance et atteint une part de marché de 13,3%, se classant ainsi à la première place en Europe dans le secteur. Le marché asiatique a lui aussi le vent en poupe.

- La surface mondiale cultivée suivant le mode biologique (certifiée et en conversion) a été estimée à près de 51 millions d'hectares en 2016. Elle repré-



sentait 1,1 % de l'ensemble du territoire agricole de 180 pays.

- Plus de 2,4 millions d'exploitations agricoles certifiées bio ont été enregistrées en 2015. Dans certains pays, les statistiques ne sont pas disponibles, ce nombre est donc sous-estimé.

- En quinze ans, les surfaces agricoles cultivées en bio et le nombre de fermes bio ont augmenté à des rythmes plus ou moins rapides suivant les zones. Les taux de croissance les plus forts ont été observés en Asie et en Afrique, zones où le développement a réellement démarré à partir des années 2000. La part relative de chaque continent dans l'agriculture bio mondiale a fortement évolué de 2000 à 2015. □